|  |
| --- |
| **Agenda**La vaccination contre la COVID-19 est une mesure essentielle, voire la mesure la plus efficace, pour atténuer les pertes en vies humaines et d’autres perturbations économiques. Bien que la communauté internationale ait apporté d’importantes contributions au financement du vaccin dans les pays africains, il reste à combler un important déficit de financement par l’affectation de ressources intérieures. Il est donc essentiel que les gouvernements africains réfléchissent aux moyens de financer et de distribuer ce nouveau vaccin de manière indépendante, à court et à moyen termes. Cet atelier sera l’occasion pour les fonctionnaires des ministères des Finances et de la Santé de tirer des enseignements de l’expérience des pays pairs et des experts sur le financement, l’évaluation des coûts, la budgétisation et la mise en œuvre des programmes de vaccination anti-COVID-19.  |
| **Mardi 13 avril 2021 (10h00 à 14h30 TUC +2)** |
| 10h00 à 10h20  | **Brève vidéo sur les règles concernant le déroulement de l’événement****Mot de bienvenue et remarques préliminaires** par Neil Cole (Secrétaire exécutif de CABRI)**Vue d’ensemble du programme** par Danielle Serebro (Responsable intérimaire de programme de CABRI) |
| **Séance 1**10h20 à 11h20 | **Réunion-débat : Les arguments économiques en faveur de la vaccination contre la COVID-19**On reconnaît de plus en plus que les avantages sociétaux du vaccin anti-COVID-19 sont de loin supérieurs aux coûts qui y sont associés ; on estime que pour chaque mois sans vaccin, le continent africain perd 13,8 milliards d’USD de PIB. Toutefois, l’achat et l’administration des vaccins sont un exercice coûteux qui survient à un moment où les gouvernements africains disposent d’un espace budgétaire encore plus réduit que d’habitude. De nombreux gouvernements africains comptent donc exclusivement sur la communauté du développement pour financer le vaccin contre la COVID-19 ; toutefois, il est peu probable que cela soit suffisant. Quelles ont été les tendances observées en matière de budgétisation du vaccin à travers le continent et que faut-il faire pour convaincre les décideurs politiques que la budgétisation du vaccin anti-COVID-19 est une nécessité lorsqu’il peut évincer d’autres dépenses prioritaires ?**Spécialistes :** Dr Daniel Gebre-Michael Burssa (Conseiller principal auprès du ministre de la Santé : Ministère fédéral de la santé, Éthiopie)Dr Philipp Krause (Conseiller principal, CABRI)Ahmed Kouchouk (Vice-Ministre des Finances pour les Politiques Fiscales et de la Réforme Institutionnelle, Ministère des Finances, Égypte)Gyude Moore (Chargé de politiques principal : *Center for Global Development*)**Modératrice :** Fifi Peters (CNBC Africa)  |
| 11h20 à 11h25  | Pause confort  |
| **Séance 2**11h25 à 12h30 | **Chiffrage et budgétisation d’un vaccin en cas de pandémie**Bien que l’exercice d’évaluation des coûts soit généralement entrepris par le ministère de la Santé, le ministère des Finances doit veiller à ce que ces programmes soient inscrits au budget présenté au Parlement et que les différents éléments du système de GFP soient suffisamment souples et fiables pour faciliter la mise en œuvre des programmes de vaccination. Cette démarche nécessite une étroite collaboration entre les ministères des Finances et de la Santé, avant et après l’achat des vaccins, ainsi que l’accès à des données précises et complètes et leur utilisation. **Un aperçu du coût du vaccin COVID-19 en Afrique et de l'outil de calcul des coûts d'introduction et de déploiement** par(Organisation mondiale de la Santé)**Coût du programme de vaccination COVID-19 au Ministère de la Santé** par le Dr Shobha Hajarnis (Consultant, Secrétariat du Secrétaire principal, Ministère de la Santé, Seychelles)**Approche du Ghana en matière de coût et de budgétisation du vaccin anti-COVID-19** par le Dr Alex Amankwah-Poku (Chef, Développement et réformes budgétaires, Division du budget, Ministère des finances, Ghana)Période de questions-réponses **Facilitatrice :** Joana Bento (Responsable du programme de CABRI « Renforcer les compétences en finances publiques »). |
| 12h30 à 12h40 | Pause  |
| **Séance 3**12h40 à 13h35 | **Financement du vaccin**  Il incombe à un ministère des Finances d’examiner attentivement les différentes options de financement et les implications de chacune, aussi bien à court terme qu’à moyen termes. Si les coûts et les avantages des décisions de financement ne sont pas évalués avec prudence, les ressources publiques limitées seront consommées de manière inefficiente, et il se peut que les programmes de vaccination s’avèrent inefficaces pour atteindre l’immunité collective. Bien que les pays aient accès à différentes sources de financement, il est utile d’envisager toutes les options disponibles, y compris les obligations « Vaccins », les taxes sanitaires, les échanges de créances (ou swaps de dettes) ou l’allégement de la dette et la redéfinition des priorités budgétaires. **Options de financement du programme de vaccination COVID-19** par Danielle Serebro **Une combinaison exhaustive de financements pour le programme de vaccination anti-COVID-19 de l’Afrique du Sud**,par Mark Blecher (Directeur en chef : « Santé et développement social », de la Trésorerie nationale sud-africaine)**Options de financement envisagées au Maurice** par Parmanand Mawah (Secrétaire permanent par intérim : Ministère de la santé et du bien-être, Ile Maurice)Période de questions-réponses**Facilitateur :** Dr Philipp Krause  |
| **Séance 4** 13h35 à 14h30 | **Séance en groupes : Réflexions du premier jour**Lors de discussions en petits groupes, chaque participant sera invité à faire part des points de la journée, qu’il importe selon lui de retenir et de la façon dont son pays a abordé le chiffrage, la budgétisation et le financement du vaccin anti-COVID-19. |

|  |
| --- |
| **Mercredi 14 avril 2021 (10h00 à 13h00 TUC+2)** |
| 10h00 à 10h15 | **Récapitulatif de la première journée** **Facilitatrice :** Danielle Serebro |
| **Séance 5**10h15 à 11h15 | **Contrats d’achat** Lors de la première journée, nous avons examiné comment les gouvernements peuvent budgétiser et lever des fonds suffisants pour l’achat du vaccin contre la COVID-19. Toutefois, il est tout aussi important de savoir comment les gouvernements peuvent se procurer les vaccins de la manière la plus efficiente et efficace possible et garantir la réalisation de l’optimisation des ressources. Les gouvernements ont deux options principales pour acheter le vaccin : l’achat direct ou l’achat groupé. Au cours de cette séance, nous découvrirons comment ces options d’achat ont été utilisées et décidées pendant la crise actuelle, et comment les préoccupations concernant l’efficience et la responsabilisation en matière d’achat sont abordées en cas d’urgence.**Une vue d’ensemble des engagements d’achat avancés et de la Plateforme africaine de fournitures médicales**, par Chidinma IFEPE (Responsable des opérations : Plateforme africaine de fournitures médicales)**Passation des marchés d’urgence : trouver un équilibre entre l’efficience et la responsabilisation**, par Dr Diop Samba (Chef des Affaires Réglementaires et Juridiques à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics du Sénégal)Période de questions-réponses**Facilitatrice :** Fréjus Lingue (Spécialiste en GFP de CABRI) |
| 11h15 à 11h20 | Résultats du sondage |
| 11h20 à 11h30 | Pause confort |
| **Séance 6**11h30 à 12h45 | **Assurer l’efficacité du déploiement**Le Dr. Kwaku Agyeman-Manu, ministre ghanéen de la Santé, a noté : « Comme nous l’avons appris avec l’immunisation systématique, les vaccins ne sauvent pas des vies, seule la vaccination le fait, ce qui signifie que nous devons disposer des infrastructures sanitaires nécessaires - de la chaîne d’approvisionnement et de la logistique aux personnel de santé bien formé - pour assurer une distribution efficace et rationalisée des vaccins ».[[1]](#footnote-1) Selon l’Outil d'évaluation de l'état de préparation à l'introduction du vaccin contre la COVID-19 (VIRAT) de l’OMS, reposant sur les informations fournies par les pays, l’Afrique en tant que région affiche un score de 33 % de préparation pour le déploiement du vaccin contre la COVID-19, ce qui est bien en deçà du niveau de référence de 80 %. En outre, seulement 24 % d’entre eux ont indiqué disposer de plans adéquats pour les ressources et le financement du déploiement.[[2]](#footnote-2) Le financement du déploiement des vaccins, en particulier la distribution de « dernière ligne droite », a toujours été négligée tant par les partenaires du développement que par les décideurs politiques et il est donc essentiel que cette erreur ne soit pas commise pour le vaccin anti-COVID-19. Au cours de cette séance, nous examinerons comment les pays peuvent chiffrer et budgétiser le déploiement, utiliser le secteur privé et les organismes à but non lucratif (OBNL), et s’assurer de l’acheminement efficace des fonds vers les centres de prestation de services.**Conclusions de l'examen de cadrage de la GFP et du déploiement des vaccins** par Dr Hélène Barroy (Experte principale en finances publiques : Département de la gouvernance et du financement des systèmes de santé, Organisation mondiale de la Santé)**Planification du déploiement du programme de vaccination anti- COVID-19 au Nigéria** par le Dr Bakunawa Garba Bello (médecin-chef du service de contrôle des maladies et de vaccination de l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires (NPHCDA)Période de questions-réponses**Facilitateur :** Biniam Bedasso (Spécialiste en GFP de CABRI) |
| 12h45 à 13h00 | **Remarques finales** par Neil Cole  |

1. <https://www.who.int/news/item/18-12-2020-covax-announces-additional-deals-to-access-promising-covid-19-vaccine-candidates-plans-global-rollout-starting-q1-2021> [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://news.un.org/en/story/2020/11/1078642> [↑](#footnote-ref-2)